

WILSON CONCLUT UN MARCHÉ AVEC L'IMPERIALISME MONDIAL

Dans la première moitié du siècle, il a été de règle générale que les gouvernements sociaux-démocrates, ou dirigés par des sociaux-démocrates soient, dans les principaux pays d'Europe occidentale renversés tôt ou tard par le capital financier national et international, une fois accomplie la fonction à laquelle ils étaient destinés aux yeux de la bourgeoisie. Ce fut le cas du gouvernement d'Hermann Müller en Allemagne en 1930 et du gouvernement travailliste de Ramsay Mac-Donald en 1931. La chute du premier gouvernement de Léon Blum (celui de « Front populaire ») en 1937 en est un exemple classique.

*

A la mi-novembre, le scénario sembla se répéter en Grande-Bretagne. Le cabinet travailliste d'Harold Wilson était l'objet d'une vaste conspiration montée par les « banquiers sans visage de Zurich ». En d'autres termes, on avait l'impression que le capital financier international avait décidé de faire baisser la livre. Pendant quelques heures, il sembla presque qu'il avait réussi, et que Wilson serait obligé de dévaluer, et de dévaluer lourdement. (Les optimistes, parmi les capitalistes ajoutaient même qu'il devrait former une coalition avec le parti libéral). Il se produisit alors quelque chose d'étrange. Alors que le capital financier international privé s'était livré au grignotage contre la livre et le cabinet Wilson, le capital international « public » courut au secours de la livre et de Wilson assiégés. En quelques heures, les gouverneurs et les conseils de direction du « Federal Reserve System » des Etats-Unis, de la Bundesbank d'Allemagne de l'Ouest, de la Banque de France, des banques nationales italienne, suisse, hollandaise, belge et suédoise, déversèrent des millions de dollars dans le Trésor britannique. Finalement, Wilson reçut 3 millions de dollars, et la livre était sauvée.

*

Pourquoi cette conduite étrange, qui ne semble pas du tout correspondre aux règles du capital international ? Les banquiers internationaux se seraient-ils soudain réconciliés avec le socialisme, à condition qu'il soit « introduit à la vitesse de l'escargot », selon le credo des bureaucrates du Parti travailliste ? Ou cette opération dramatique prouve-t-elle qu'aux yeux de la bourgeoisie internationale Wilson est réellement « un meilleur serviteur du capitalisme que les Conservateurs », comme le prétendent quelques fossiles ultra-gauchistes en Angleterre, et qu'en conséquence il mérite une grande médaille d'or ?

Malgré leur séduisante simplicité, aucune de ces explications n'est satisfaisante.

*

En premier lieu, le système monétaire international qui règne aujourd'hui sur l'économie mondiale du capitalisme représente une structure très fragile et très vulnérable. Sous le système du « Gold exchange standard », la couverture des monnaies de tous les pays capitalistes (sauf les Etats-Unis) est assurée par l'or et le dollar américain. Par l'intermédiaire de ce système, l'« inflation rampante », qui caractérise le capitalisme contemporain dans des pays tels que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, s'étend au système mondial dans son ensemble. C'est là le prix que le capitalisme a dû payer pour avoir la possibilité de ralentir le rythme des crises de surproduction et de transformer les grandes crises en récessions « de moindre importance ». Par suite de cette orientation inflationniste permanente, toutes les monnaies sont aujourd'hui à la fois hautement vulnérables et liées étroitement entre elles.

Les dirigeants des banques centrales de New York, de Francfort et de Paris ont redouté, à juste titre, que la dévaluation de la livre ne soit rapidement suivie d'un effondrement général de cours de toutes les monnaies et d'une contraction du commerce international, ce qui, dans la conjoncture actuelle du ralentissement de l'expansion économique en Europe occidentale (avec une récession en Italie et une quasi-stagnation en France), pourrait entraîner une crise économique véritable. En se précipitant au secours de la livre, ils n'ont pas été poussés par leur tendresse pour Harold Wilson. C'est leur propre intérêt qu'ils avaient en vue.

*

En second lieu, le gouvernement travailliste de Wilson n'a pas encore rempli la tâche que le capitalisme lui a assignée, et qui consiste à amener la classe ouvrière anglaise à accepter ce que les Tories ont été notoirement incapables de lui imposer, à savoir le blocage des salaires.

Renverser Wilson par une conspiration du capital financier avant que les syndicats n'aient été circonvenus pour accepter une « politique des revenus » restrictive provoquerait très certainement une radicalisation aiguë du mouvement ouvrier britannique. Wall Street, Francfort et Paris ne sont pas si stupides. Ils s'efforcent d'apprécier de façon réaliste le rapport de forces entre les classes en Angleterre. En troisième lieu, et c'est un point qui mérite toute l'attention, l'aubaine de ces 3 millions de dollars n'a pas été octroyé sans contrepartie à Wilson. En échange d'un soutien financier, Wilson a trahi certains de ses engagements les plus solennels dans le domaine de la politique étrangère.

La semaine même où les banques centrales du monde venaient à la rescousse avec leurs gros sous, Wilson a pris trois décisions d'une extrême importance, en complète contradiction avec la politique étrangère du Parti travailliste.

*

1) Il a décidé d'exécuter l'accord passé par les Conservateurs concernant la livraison d'avions « Buccaneer » au Premier ministre fasciste d'Afrique du Sud, Verwoerd, renforçant ainsi le régime de l'apartheid. A quel point cette décision est scandaleuse, on peut en juger par le fait que l'hebdomadaire conservateur-libéral « The Economist » était d'avis que l'on devait résilier le contrat pour des raisons morales !

2) Il a accordé l'utilisation des installations de l'île de l'Ascension aux gouvernements des Etats-Unis et de Belgique pour leur opération contre-révolutionnaire contre le gouvernement de Stanleyville, se faisant ainsi le complice de l'agression contre la révolution congolaise. Il est même allé jusqu'à approuver publiquement cette action infâmante.

3) Il a subitement changé de position sur la MLF (la force nucléaire multilatérale de l'OTAN) et sur l'accord de Nassau, donnant son accord afin de poursuivre la construction de trois sous-marins destinés à être dotés de fusées Polaris à têtes nucléaires, de constituer une flotte spéciale de l'OTAN équipée d'armes nucléaires (à laquelle son gouvernement adjoindra éventuellement les trois sous-marins en construction à la condition que le droit de veto soit maintenu pour l'emploi des armes nucléaires). Il a même été d'accord pour intégrer la Bundeswehr d'Allemagne de l'Ouest, avec son haut commandement formé et inspiré par l'esprit nazi, dans la force nucléaire projetée de l'OTAN !

Les propositions auxquelles Wilson a maintenant donné son accord constituent une menace militaire directe contre l'Union Soviétique et les Etats ouvriers d'Europe de l'Est.

Ces trois trahisons sont de taille. Elles apportent une aide à la bourgeoi-

sie internationale dans une situation très difficile pour elle. Elles éclairent d'un jour nouveau l'empressement avec lequel 3 millions de dollars ont été réunis pour la Banque d'Angleterre.

*

Les marxistes révolutionnaires, en Grande-Bretagne et ailleurs ont le devoir de dénoncer ces trahisons et de les combattre. Mais ils ne doivent pas pour cela se livrer à la pure invective ni commettre la grave erreur de mettre sur le même plan un gouvernement tory et un gouvernement travailliste.

Lénine a montré il y a longtemps, dans son ouvrage sur la maladie infantile de l'ultra-gauchisme, que la grande majorité de la classe ouvrière britannique considère le parti travailliste comme son parti, et un gouvernement travailliste comme son gouvernement, ce qui est effectivement le cas, puisque la base du mouvement travailliste est constituée par les syndicats. C'est une réalité qui ne peut être méconnue par aucun marxiste britannique cherchant à gagner de l'influence dans les masses. Si on ne veut pas en tenir compte, on se condamne à l'isolement politique.

*

Si ces revendications sont présentées sous une forme adéquate en mettant soigneusement l'accent sur la différence fondamentale entre un gouvernement travailliste et un gouvernement conservateur, elles seront comprises par l'avant-garde des ouvriers britanniques et celle-ci commencera à se mobiliser dans des actions appropriées pour redresser le cours des choses.

E. GERMAIN.

La diplomatie atomique

(Suite de la page 1)

budgets de défense. Déjà, lors de la crise du Spiegel, avaient été révélées non seulement l'insuffisance militaire de l'Allemagne, mais aussi l'exigence américaine d'une participation plus grande de ce pays aux dépenses atlantiques. Le 18 novembre, Walter Rostow, du Département d'Etat des USA indiqua en passant, parmi les problèmes en litiges entre les partenaires de l'OTAN, celui de la répartition du « fardeau » de son financement.

Ainsi, au cœur du débat, se trouve, d'une part, la lutte des Etats-Unis pour maintenir et renforcer leur domination de « super-impérialistes » sur le reste du monde capitaliste, d'autre part, les résistances européennes à cette prétention. La faiblesse des moyens de résistance européens sur ce plan — bien mis en évidence par M. Bosquet : refuser les capitaux américains, c'est les voir aller dans le pays voisin, favoriser la concurrence inter-européenne — déplace la lutte du terrain économique au terrain politique, ou, plus exactement, tend à protéger politiquement l'économie.

La solution la plus simple serait évidemment de constituer l'Europe en une unité politico-économique faisant face aux Etats-Unis. Mais les frontières servent encore de retranchements aux intérêts complexes tissés par l'histoire, et, même à l'échelle européenne, l'institution d'un super-impérialisme s'avère impossible. Les gens qui tiennent, face à de Gaulle, le rôle de purs européens dépassant tout chauvinisme, tels les MRP, avaient déjà, avec Robert Schumann, et dès la Communauté du Charbon et de l'Acier, tenté d'asseoir la suprématie de la France sur l'Allemagne « vaincue ». De Gaulle les continue plus qu'il ne semble, et le rapport des forces économiques étant irrévocablement assuré en Europe au profit de l'Allemagne, c'est au moyen de sa Force de frappe, utilisée comme instrument politique, qu'il cherche à imposer le leadership français du mythe super-impérialisme européen.

Désunis entre eux, tous unis contre nous

L'opposition de l'Allemagne à ce plan va de soi. Elle est renforcée par le soutien des Etats-Unis qui ne peuvent entraver les opérations françaises que par des concessions limitées aux cinq autres pays de la petite Europe. La plus spectaculaire de ces concessions est aujourd'hui la Force multilatérale ou M.L.F. Son importance tient moins à l'intégration d'équipages de diverses nationalités sur vingt-cinq bateaux — et demain de sous-marins — porteurs d'engins à tête nucléaire, que sur le contrôle de leur éventuelle utilisation : « le doigt sur la détente atomique ». Les représen-

tants de l'URSS ont raison de dire que c'est là une étape de la dispersion des armes atomiques et non pas un moyen de non-dispersion.

Les Etats-Unis ne peuvent accepter l'unité européenne qu'à la condition qu'elle reste sous leur contrôle politique comme économique. On peut appliquer à l'Angleterre, hostile à la M.L.F., le raisonnement que Raymond Aron prête à de Gaulle touchant la « protection » atomique obligée de l'Europe capitaliste par les Etats-Unis : elle « n'a aucun motif de payer ce que les circonstances amènent les Etats-Unis à lui accorder gratuitement. » A cette rectification près que l'Angleterre se contente de vouloir payer moins que ce que risquait de lui coûter sa force de frappe nationale, et que de Gaulle lui, nous fait payer plus cher qu'une part de M.L.F. une arme atomique diplomatique.

L'imbricatio des intérêts, tous contradictoires, s'éclaircit à la lumière du but commun à tous : trouver les moyens politiques de s'assurer la plus grande part du profit capitaliste — le partage des marchés jouant son rôle dans ces rivalités.

C'est au-delà que se situent les problèmes militaires.

L'arme atomique ruine à tel point toute stratégie classique que le plus gros problème devient celui de savoir qui, en ayant le contrôle, saura « dissuader » le plus en ne l'utilisant jamais. Il n'est pas sûr que la réponse à cette question soit meilleure en réduisant à deux le nombre de possesseurs de cette arme d'apocalypse. Ainsi, il est certain que la bombe chinoise, en faisant reculer les Américains au Vietnam, a eu un effet pacifique que n'avait pas la bombe russe. Le danger réside dans la capacité des détenteurs de bombes atomiques à mener une guerre-suicide. Celle-ci n'est concevable que de la part des régimes capitalistes condamnés par l'Histoire. L'argumentation gaulliste insiste sur le possible choix par les Etats-Unis de l'abandon de l'Europe plutôt que d'une guerre entraînant leur destruction, c'est-à-dire sur la possibilité de leur refus d'une guerre-suicide. La stratégie gaulliste de « riposte absolue » est une conception de guerre-suicide où l'éternité de la France serait celle de l'Egypte des pyramides.

En dernier ressort, les armes atomiques jouent le rôle de dissuasion de la révolution dans le monde « atlantique » et en particulier en Europe. Les oppositions entre force de frappe française, de l'OTAN, ou M.L.F., sont donc secondaires. Ceux qui nous pressent de choisir l'une ou l'autre ne révèlent que leur propre choix entre tels groupes de monopoleurs, à moins que ce ne soit leur inconscience politique. Le problème, pour les militants révolutionnaires, consiste non seulement à enlever le doigt de leurs propres dirigeants impérialistes de la détente de l'arme atomique, mais aussi, par le retrait d'alliances du type de l'OTAN, à enlever aux « alliés » le